



[www.lepartidegauche.fr](http://www.lepartidegauche.fr)

## Val-de-marne

### **S'opposer au projet de loi « *Hôpital, Patients, Santé, Territoires* » : c'est refuser le démantèlement du service public de santé et sa privatisation**

A la suite des plans « *Hôpital 2007 & 2012* » et du rapport Larcher, le projet de loi Bachelot en débat à l'Assemblée nationale affiche clairement ses visées :

- gérer l'hôpital comme une entreprise en introduisant la logique de rentabilité,
- introduire plus d'activité privée notamment avec des missions de service public partagées par le public et le privé,
- fermer des services hospitaliers publics,
- accélérer le transfert des activités « *rentables* » vers les cliniques privées.

Ainsi, pour les patients il y aurait toujours moins de personnel-soignant, des séjours plus rapides, des consultations privées et des dépassements d'honoraires.

Depuis l'établissement de la gestion comptable des établissements hospitaliers, ceux-ci sont victimes d'un véritable étranglement financier ce qui se traduit par de nombreuses suppressions de lits et des dizaines de milliers de suppressions d'emplois. Le financement à l'activité (T2A) ne permet plus d'assumer leur mission de service public conduisant ainsi à la dégradation des conditions de travail des personnels hospitaliers. Le Val de Marne qui est le second plateau hospitalier de France est particulièrement ciblé. En témoigne l'annonce de la fermeture de l'hôpital Jean Rostand à Ivry le 18 mai prochain. Fermer une maternité réalisant 2300 naissances par an, c'est se désintéresser d'un territoire fortement déficitaire avec deux maternités pour plus de 430 000 habitants et dont une partie importante de la population fragilisée est en difficultés d'accès aux soins.

Alors que les cliniques privées prospèrent, notre société laissera-t-elle à la porte des hôpitaux étranglés financièrement les patients atteints de pathologies complexes et non rentables ?

Cette nouvelle offensive de la droite néo-libérale et du Medef a pour visée le remplacement du principe de solidarité par le nouveau concept qui sélectionne par le risque pour le plus grand nombre et qui conduit à la charité pour les plus faibles ? Déjà les franchises médicales y participent.

Le pacte social et républicain de 1945 s'effrite de jour en jour. Il faut stopper cette spirale et construire un nouveau système solidaire de santé et de sécurité sociale.

Le Parti de Gauche appelle à la mobilisation pour refuser cette logique de remise en cause de l'égalité des citoyens devant la maladie et les soins et qui bafoue le principe fondateur de notre système de santé « *cotiser selon ses moyens et recevoir selon ses besoins* ».

SOYONS ENSEMBLE pour FAIRE RECULER LE GOUVERNEMENT.